

17^{ème} édition des Rencontres d'Averroès à Marseille

« La Méditerranée, un monde fragile ? »

Tables rondes des 26 & 27 novembre 2010 à l'Auditorium du Parc Chanot.



Alger. Quotidien Algérie News du jeudi 2 décembre 2010

Pour changer le monde

Jumo, l'anti Facebook

Un des co-fondateurs de Facebook, Chris Hughes, a lancé mardi en version expérimentale le site internet Jumo, se voulant un «réseau social pour mettre en contact des individus et des organisations travaillant à changer le monde». → Lire page 23

4e Festival international du film arabe d'Oran

Réserve sur les têtes d'affiche

→ Page 11

Louisa Hanoune à propos de la situation sécuritaire au Sahel

« On utilise Aqmi partout et n'importe comment »

→ Page 5

algérienews

Risques naturels et industriels

Sauver le bateau Méditerranée

Mare Nostrum est en danger. Aux 17es rencontres d'Averroès, à Marseille, des experts estiment qu'il n'est pas trop tard pour la mettre à l'abri des menaces.
→ Lire pages 2, 3 et 4



17^{ème} édition des «Rencontres d'Averroès»

Panser les deux rives de la Méditerranée

Comment faire pour préserver la fragilité de la Méditerranée et de son milieu naturel déjà dégradé ? Quelles réponses apporter aux menaces de l'industrialisation, de la pression démographique et du changement climatique ? Afin de répondre à ces questions difficiles, les organisateurs de la 17^{ème} édition des «Rencontres d'Averroès» ont convoqué cette année, les 27 et 28 novembre passé, quelques brillants spécialistes autour de trois tables rondes sur les thèmes de la protection de la terre et de la mer et de l'avenir qu'il convient de penser pour un espace riche de son histoire et de la diversité de son patrimoine naturel.

Nordine Azzouz
Marseille

Les experts, venus des universités, des centres de recherche, d'ONG et du milieu associatif d'Europe et du Maghreb ont croisé leurs analyses et points de vue sur des thèmes d'actualité. Ils ont débattu des questions du réchauffement climatique, des politiques agricoles et environnementales, des modes de consommation au Nord et au Sud et de leurs effets sur la Méditerranée. Tous ont mis l'accent sur la vulnérabilité de ces espaces et territoires et sur la nécessité d'intensifier la lutte contre les menaces qui guettent ces multiples ressources si on veut les léguer aux générations futures. Tous ne sont, cependant, pas du même avis sur les formes et moyens à adopter pour cette lutte.

Leur divergence, au fond, n'est ni d'ordre idéologique ni d'ordre politique. Elle semble plutôt être le produit de la complexité du débat qu'ils ont abordé et de la perception qu'ils se font d'une situation où l'impératif économique ne s'accommode pas, loin s'en faut, de l'obligation écologique ou de celle du développement durable, devenue incontournable en raison du réchauffement de la terre et de ses conséquences sur l'environnement et la biodiversité.

De la terre. Peut-on la protéger ?

Nicole Petit-Maire, paléogéologue, a, sur la base d'extrapolations, ouvert le débat sur la probabilité d'élévation de 2 degrés de la température moyenne actuelle et de ses « conséquences énormes » sur le milieu et le niveau de la mer. « Il y a 20.000 ans, il faisait moins 5 degrés que maintenant et le niveau de la mer était inférieur de 125 m, il y a des raisons de



Méditerranée,
un monde
fragile ?

RENCONTRES D'AVERRÔES
4 NOVEMBRE AU 19 DÉCEMBRE 2010

MARSEILLE, APT, NÎMES, AVIGNON, CARRÉ-LE-ROUET,
LA CROIX-BLANCHE, PORT-DE-BON,
TOULON, HYÈRES

ESPACECULTURE : 04 96 11 04 61
WWW.AVERROESMEDITERRANEE.FR

Production | Organisation: Espaceculture, Marseille

TABLES RONDES, EXPOSITION,
INSTALLATION, RENCONTRES, PROJECTIONS, LECTURES,
SPECTACLES & CONCERTS

s'inquiéter des effets du réchauffement», a-t-elle indiqué non sans mettre en garde les politiques « qui ne tiendraient pas compte des alertes » enregistrées par les scientifiques.

Michel Petit, agronome, chercheur à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier, a, pour sa part, ajouté que la très forte pression démographique au sud et à l'est du bassin méditerranéen, ainsi que la littoralisation et la réduction des terres arables, pèsent aussi et au même titre que la diminution des ressources en eau sur l'équilibre méditerranéen. Citant la Mitidja, il a mis en garde contre le « détournement des terres agricoles

pour d'autres usages », et s'est interrogé sur les politiques agricoles des pays du sud qui courent après des objectifs qu'ils ne peuvent jamais réaliser.

« Il est illusoire pour certains pays du Sud de croire qu'ils peuvent produire tous les produits stratégiques comme le blé par exemple alors qu'ils n'en ont ni les ressources ni la vocation naturelle. En solution, a-t-il ajouté, il vaut mieux pour eux de trouver des alternatives dans d'autres produits et de porter un « jugement saint » sur les échanges internationaux avec les voisins du Nord et en faisant des « investissements dans le savoir » et les « solu-

ENTRETIEN

Renaud Muselier*

«Construire l'espace euro-méditerranéen par la culture»

Algérie News : Vous êtes président du conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée (UPM). Votre ville, Marseille, vient d'accueillir la 17^{ème} édition des Rencontres d'Averroès sur le thème de la Méditerranée et des fragilités qui menacent son patrimoine naturel. Pensez-vous que le projet de l'UPM est encore pertinent ?

Renaud Muselier : Je pense qu'il est en cours et qu'il est parfaitement jouable, si vous permettez l'expression. Ma réponse est donc positive, et pour la raison simple que le président de la République qui l'a initié et le président égyptien Hosni Moubarak continuent à travailler dessus. Mieux encore, les 43 membres de l'Union pour la Méditerranée sont toujours là et continuent à collaborer sur un grand nombre de dossiers d'intérêt commun. Ceux-là savent qu'on a incontestablement un cadre politique approprié pour débattre des solutions à apporter aux problèmes auxquels sont confrontés les pays riverains de la Méditerranée.



Votre optimisme ne semble pourtant pas cadrer avec la réalité. Barcelone devait accueillir le 21 novembre dernier le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UPM. Mais ce rendez-vous a été reporté...

La difficulté, il est vrai, est qu'on n'arrive toujours pas à avoir

les réunions des chefs d'Etat et des ministres. Il y a toujours le problème du conflit israélo-palestinien qui envenime les discussions. Pour autant, sur les questions importantes relatives à la dépollution, à la coopération universitaire, à l'énergie et aux projets solaires et électriques, force est de

constater que les choses avancent plutôt bien. Pour moi et pour beaucoup d'autres, de part et d'autre de la Méditerranée, cela veut dire que la structure créée en valait la peine et qu'elle devrait perdurer parce que c'est devenu l'un des lieux où les projets d'intérêt sont discutés et réalisés.

Pensez-vous que la culture pourrait aider à faire avancer l'Union ?

Je suis président du conseil culturel de l'Union pour la Méditerranée. Je travaille avec les différents pays du bassin méditerranéen sur des dossiers et des projets culturels qui ont pour vocation d'accélérer les échanges et la coopération entre la rive nord et la rive sud de la Méditerranée. Le travail que nous accomplissons me fait penser à cette phrase de Monet au moment de la construction européenne si c'était à refaire, je commencerais par la culture, disait-il. Je suis de ceux qui croient que la culture peut agir positivement sur la politique.

En 2013, Marseille sera la capitale européenne de la culture. Pensez-vous que ce sera bénéfique pour la culture méditerranéenne ?

Oui, si nous avons gagné la candidature de Marseille au rang de capitale de la culture européenne, c'est parce que la ville est à cheval entre l'Europe et la Méditerranée et que le projet pour lequel elle s'est portée candidate est bâti autour de la Méditerranée et de l'Union pour la Méditerranée. Toute la programmation et la construction de ce projet sont tournées sur le monde euro-méditerranéen et l'idée de vivre ensemble pour « fabriquer » notre avenir ensemble. Nous, Marseillais, sommes des Européens, mais pensons que nous avons davantage de liens et donc plus de facilités à dialoguer avec le Sud que nos amis européens du Nord. Nous avons l'habitude de vivre ensemble, de faire de la culture ensemble.

Entretien réalisé par
Nordine Azzouz

*Député, président du conseil culturel pour l'Union pour la Méditerranée

ENTRETIEN

Jean-Christophe Victor*
«Nous avons le choix de notre avenir»



Que faudrait-il faire alors ?

Pour les pays consommateurs, ceux du Nord, il faut un baril à 250 dollars, une contrainte du prix qui remet en cause le confort du pétrole. Pour les pays producteurs, ceux qui en tout cas n'ont pas assez de réserves et de disponibilités, la nécessité de penser le long terme et de diversifier l'économie.

L'ouvrage de Virginie Raisson, le débat auquel vous avez participé montrent que les pays du Nord comme ceux du Sud sont confrontés, malgré leurs différences, aux mêmes défis. La collaboration Nord/Sud a-t-elle de l'avenir ?

Elle est fondamentale. Dans nos sociétés du Nord, le tropisme de la sécurité absolument dominante touche toutes les activités et tous les aspects de la société. Il ne faut donc pas s'imaginer qu'on peut vivre cette sécurité avec des sociétés fragilisées ou déstabilisées de l'autre côté de la Méditerranée. Le fait qu'il existe des sociétés fragilisées par l'insécurité alimentaire, par l'insécurité du maintien des régimes autoritaires, par celle des jeunes qui ne montent pas dans l'échelle sociale de leur société, cela rend cette collaboration absolument indispensable. Elle existe en partie notamment dans les plans et programmes de coopération de l'Union européenne. Elle existe dans des investissements qui ne sont pas négligeables mais l'enjeu est de les faire parvenir à un niveau qui réduit les écarts économiques qui animent les tensions et les flux migratoires.

Il faudrait à ce moment-là une véritable gouvernance globale...

Il faudrait une gouvernance globale mais à ce stade-là je n'y crois pas. En ce qui concerne la zone euro-méditerranéenne, on constate qu'au Nord, les choses se passent plutôt bien avec l'Union européenne. Au sud, l'UMA c'est zéro et les pays concernés par ce projet d'union ont un niveau d'échange politique et économique quasi nul, en tout cas très loin du potentiel dont ils disposent. L'UPM est un outil pertinent mais il faut beaucoup plus, un investissement politique important de part et d'autre de la Méditerranée, pour qu'il fonctionne réellement... Il faut donc intervenir sur le marché; or, la philosophie économique dominante actuellement consiste à se conformer au libéralisme. C'est ça le modèle dominant avec ses avantages et ses inconvénients et je ne suis pas sûr qu'on veuille trop le changer. Pour le faire, il faut beaucoup plus de régulation. Regardez le débat sur les paradis fiscaux : il y a un écart très grand entre l'annonce d'une lutte contre ces paradis fiscaux, qui correspond à l'opinion publique, et la réalité qui montre que ces paradis fiscaux sont considérés comme un avantage à la globalisation des marchés. Fera-t-on ce choix ? Je ne le sais pas.

Entretien réalisé par Nordine Azzouz

*Laboratoire d'études politiques et d'analyses cartographiques (Lepac)

Jean-Christophe Victor est entre autres expert en géopolitique. En Algérie, il est connu du grand public pour son émission de télévision sur Arte Le Dessous des cartes. Entretien.

Algérie News : Virginie Raisson, l'une de vos collaboratrices au Lepac, vient de publier chez Laffont l'Atlas des Futurs du Monde. Au moment où l'on fait des scénarios sur le monde méditerranéen, cet ouvrage tombe à pic.

On parle de futur au pluriel. Parce qu'il y en a plusieurs et que nous avons le choix par rapport à un scénario tendanciel et par rapport à un scénario préférable. Le travail qui a duré deux ans a été fait sur cinq grands domaines : la démographie, l'immigration et les mobilités, l'énergie, l'urbanisation et la croissance. Il a été bâti, si vous le voulez, sur trois grandes idées : la première est que nous sommes responsables de l'état du monde, la deuxième est que nous avons des choix à faire pour décider du devenir de ce monde, la troisième est que nous sommes intelligents et que nous pouvons faire des choses pour éviter une catastrophe.

En quoi nos choix peuvent-ils influencer sur l'avenir du monde ?

Deux exemples. Un : la démographie européenne est mauvaise et déclinante. Soit l'Europe réfléchit différemment sur les questions de mobilités et de migrations et on redonne dans 20 ans une dynamique non seulement à cette démographie, mais aussi à la société, à la main-d'œuvre, à l'emploi, et aux actifs qui payent les retraites. Soit l'Europe continue à se fermer comme elle a commencé à le faire depuis six ou sept ans et elle aura à faire face à des risques. Il y a donc un choix à faire. Deux : on voit très bien sur la question énergétique qu'elle sera en 2033 la part du gaz, du pétrole, du charbon, du renouvelable et du nucléaire dans les énergies. Les énergies fossiles resteront dominantes même dans 20 ans. Soit on garde les énergies fossiles avec les conséquences qu'elles ont sur le milieu, l'environnement et sur la facture climatique, soit on s'oriente vers autre chose qui soit moins coûteux et plus sécurisant pour le long terme. Ces deux exemples montrent que nous avons le choix de notre avenir.

mondial, qu'elle comptera 75 millions d'habitants supplémentaires dans 50 ans et qu'elle recevra 140 millions de touristes de plus dans les 20-25 prochaines années. En rappelant l'expérience plus que trentenaire, dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée, des pays riverains en matière de coopération régionale pour la protection du milieu marin et des zones littorales, il a indiqué que de nouveaux paramètres vont poser des enjeux de gestion très particuliers.

Abderrahmane Danoune, spécialiste tunisien de la biodiversité marine, a indiqué que la Méditerranée « menacée » abrite 7,5% de l'espèce animale et 18% de la flore. « Une nouvelle espèce y entre tous les quinze jours », a-t-il dit en faisant allusion aux poissons qui proviennent de la mer Rouge par le Canal de Suez et qui sont une menace pour les espèces naturelles. Autre menace, a-t-il ajouté, 80% des rejets sont d'origine tellurique et 40% des villes de 200 000 habitants rejettent leurs eaux sans traitement. Autre inégalité, un habitant du Nord dispose de 2000 à 6 000 m³ de réserves en eau par an alors qu'un habitant du Sud n'en a que 500 m³/an.

Pour Jean-Christophe Victor, expert en géopolitique, la Méditerranée est un « centre ». Elle a le patrimoine le plus riche de la planète, elle est le berceau des trois livres et des trois religions monothéistes, elle est un terrain de conflits intenses. C'est beaucoup de choses pour un espace restreint », a-t-il dit, avant de conclure que son avenir dépend du niveau et du type d'investissement économique entre le Nord et le Sud et de la représentation qu'on se fera de l'Autre. Un élément-clé en ce temps de mobilités et de migrations.

Et l'avenir, comment l'imaginer ?

Thierry Fabre, animateur du débat, cite Edgar Morin pour introduire les échanges : « Le probable est catastrophique... Le probable est donc que nous allons vers l'abîme... Pourtant, il y a toujours eu aussi de l'improbable dans l'histoire humaine ». Et si un tableau « éclairé » sur l'état du monde, et de la Méditerranée en particulier, indique que le statu quo n'est plus possible, n'est-ce pas que le temps est venu de s'engager sur d'autres chemins.

Mohamed El Faïz, économiste et historien de l'agronomie et des jardins arabes, a défendu l'idée que les patrimoines de la Méditerranée et l'héritage arabo-musulman sont des moteurs dont on peut s'inspirer pour imaginer l'avenir. Face au défi de l'eau que connaît la Méditerranée, Mohamed El Faïz nous invite lui aussi à nous inspirer du passé et à réhabiliter le savoir-faire des maîtres de l'eau qui fut en usage au Moyen-Âge dans Al-Andalus : « Al Karaji, a apporté un apport précieux au perfectionnement et au développement de l'antique pratique des canaux (système d'irrigation souterrain permettant de récolter les eaux d'infiltration). Ces systèmes appelés foggaras en Algérie ou encore khetarra au Maroc permettent, encore aujourd'hui une gestion sociale et humaine de la pénurie.

Pierre Rabhi, agro-écologiste, expert international pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la désertification, adepte de la sobriété heureuse (titre de son dernier livre chez Actes sud) s'indigne face au malentendu d'un « progrès libérateur », processus qui, selon lui, ne bénéficie qu'à 1/5ème de l'humanité, au détriment des 4/5èmes et qui, somme toute, s'avère très « incarcérateur ».

Pour Pierre Rabhi, le changement part de l'individu et de la nécessité de concilier la vie de l'Homme et les impératifs de la nature.

Sa pensée est partagée par Piero Sandro, président du Mouvement Slow Food pour la biodiversité. « Au début, nous étions des gastronomes hédonistes, donc égoïstes. Aujourd'hui nous mangeons avec nos têtes. Nous sommes les premiers acteurs du changement »

N. A.

Les inter-titres sont empruntés aux intitulés des tables rondes



tions agricoles intelligentes ». Face à Andréa Ferrante, président de l'association italienne pour l'agriculture biologique, qui a insisté sur le fait que le sol « est quelque chose de vivant qu'il ne faut pas fatiguer ni éroder si l'on veut préserver sa fertilité », Michel Petit a créé la polémique en déclarant qu'il n'est pas possible de faire l'impasse sur la productivité. « En 2050, on aura à peu près 9 milliards d'habitants. On peut espérer une croissance économique entre 5 et 8% et une augmentation de la consommation des produits agricoles. Il va falloir, selon la FAO, augmenter la production agricole de 70% d'ici 2050. Il faut produire plus par ha, de l'ordre de 50%. Mais ce n'est pas possible sans la productivité », a-t-il dit.

Ce à quoi M. Ferrante a répondu que le modèle de production de l'après-guerre mondiale auquel certains veulent s'accrocher a atteint ses limites et que « si notre régime alimentaire méditerranéen est aujourd'hui classé par l'Unesco au rang de patrimoine culturel immatériel de l'Humanité, c'est qu'il se fonde sur une base culturelle commune. Il se trouve que les produits constitutifs de ce régime sont en adéquation tant avec la préservation de la biodiversité et de la fertilité des sols, qu'avec la réduction des émissions de CO₂ ».

Abdeslam Dahman Saidi, secrétaire général de l'ONG marocaine Targa, spécialisée dans le développement durable et la protection de l'environnement, a pointé du doigt les inégalités entre le Nord et le sud en termes d'accès aux sources d'énergie : « Vue des pays du Sud, la question se pose en termes d'équité à l'accès aux richesses : gaspillage dans les pays du Nord et difficultés importantes d'accès sur l'autre rive de la Méditerranée ». Les énergies renouvelables, considère-t-il, sont une alternative sérieuse mais à condition de ne pas en dénaturer l'objet par « des logiques industrielles comme celles du projet Desertec ».

Titouan Lamazou, navigateur, « sensible à l'écologie », a mis en garde contre la dégradation du milieu marin. Il a considéré importante la sensibilisation des jeunes générations.

La mer est-elle menacée ?

Abordant ce volet, Henri-Luc Thibault de l'ONG Plan Bleu a indiqué que la Méditerranée représente 30% du tourisme

Thierry Fabre, créateur des Rencontres d'Averroès «Sortir de la célébration des contraintes, construire la Méditerranée»

Entretien réalisé par Nordine Azzouz

Algérie News : Vous venez d'organiser avec vos partenaires d'Espace-Culture à Marseille les 17^{es} Rencontres d'Averroès. On sait que le thème de cette année a été consacré à la fragilité du milieu naturel et aux enjeux de la biodiversité et du développement durable en Méditerranée. Ce qu'on sait peut-être moins, c'est comment et pourquoi vous avez créé ces rencontres ?

Thierry Fabre : En 1993, je travaillais avec Edgard Pisani à l'Institut du Monde Arabe. Il y avait à ce moment-là les rencontres de Pétrarque qu'avait lancées à Montpellier l'ancien directeur de France Culture, Jean-Marie Borzeix, pour créer un lieu de débat d'idées générales, philosophiques et historiques. Je me suis alors dit qu'à la figure du grand poète et humaniste italien, il fallait sans doute ajouter celle d'Averroès, penseur certes très important mais qui était méconnu du grand public en Europe en dépit du livre de Renan et tout ce qui avait dit ou écrit sur lui depuis. Le déclin, pour moi, a été la lecture du livre d'Alain de Libera, «Penser au Moyen-âge», et d'un chapitre particulier, «l'héritage oublié». Cette partie de l'ouvrage est consacrée aux sources arabes de la culture européenne, et la lecture attentive que j'en ai faite a été pour beaucoup dans la création des «Rencontres» et dans le fait que leur toute première édition ait été consacrée à l'héritage andalou et sur l'idée d'Averroès comme figure de la rationalité européenne...

Cela ne devait pas être facile à faire admettre dans le contexte du début des années 1990...

Ce n'était pas évident, au point de vue européen, en effet, de parler d'Islam et de rationalité. A cette époque de montée fulgurante de l'islamisme radical, du terrorisme et des années noires en Algérie, l'Islam c'était l'égal de l'obscurantisme, du fanatisme, du rejet. Mais il était important de faire revivre la figure d'Averroès en rappelant qu'il y a eu dans la tradition et la philosophie arabes une pensée critique et que transmission en Occident, une fois accomplie, a été oubliée. Il était également essentiel de rappeler ce phénomène de dénégation et de dire que la renaissance, considérant qu'il fallait aller directement aux sources grecques et latines, a oublié l'héritage judéo-arabe et que l'essentiel de sa transmission est passé par la Sicile et l'Andalousie.

L'enjeu était de renouer en quelque sorte avec cet héritage en affirmant que, par rapport aux discours sur le choc des civilisations, les fractures et les affrontements, il y avait nécessairement un lieu de circulation de la parole et de l'échange. Et que Marseille où je ne vivais pas à l'époque puisque j'étais à Paris paraissait une ville particulièrement appropriée pour ça.

Une ville pour des «Rencontres» où il est devenu habituel voire nécessaire de confronter les expertises et les points de vue d'intervenants venant du Nord et du Sud ?

On est toujours au Sud et au Nord de quelque part et je n'ai jamais oublié que le journal de Tanger s'appelait *Les nouvelles du Nord*. En tout cas, le sous-titre des «Rencontres», «Penser la Méditerranée des deux rives», a beaucoup d'importance. On n'est pas là pour regarder le devenir du monde uniquement avec un point de vue euro-péo-centré.

On est là pour essayer de décentrer le regard et de faire en sorte qu'un point de vue maghrébin, égyptien, israélien, turc, liba-

nois, soit à l'ordre du jour, discuté, et pour être plus intelligents ensemble.

Et pour aborder des sujets après tout politiques...

Au sens politique du terme, non. Au sens des affaires de la cité, de la Polis, oui. Si on éveille des consciences, si on stimule la réflexion, c'est tant mieux car c'est cela le but : faire en sorte que le débat devienne permanent. En marge des tables rondes, il y a une grande table où des livres sont exposés et vendus. Après les débats, les gens peuvent partir avec des ouvrages qui leur permettent d'aller plus loin dans leurs interrogations et leur réflexion. Au fond, c'est comme qu'on a vu un bon film, lu un beau livre, ça nous laisse une trace et on regarde le monde autrement. L'autre aspect, ce sont les rencontres entre les intervenants. Il y en a beaucoup qui devaient se connaître mais du fait de la parcellisation du savoir, de l'hyperspécialisation, de la fragmentation, ils ne se rencontrent pas. Les rencontres d'Averroès justement, c'est de provoquer ces rencontres.

Face au public qui assiste très nombreux aux tables rondes des «Rencontres», on est forcément surpris par cette audience. On est même enclin à penser qu'à Marseille Averroès fait recette...

Il fait sens, en tout cas. En 1994, lorsqu'on a créé l'événement, on se disait que s'il y a 50 personnes qui viennent y assister, ce sera un grand succès. Actuellement, nous sommes à plus de 1000 personnes chaque année. Destinées à un très large public, les Rencontres d'Averroès sont devenues le premier lieu de débat en France et en Europe sur les questions méditerranéennes. Ils sont un lieu de débat et d'échanges, ils ne sont pas un séminaire ou un colloque savant, mais un espace de confrontation et d'interpellation par les idées. Dans les tables rondes, il y a autant de parole des intervenants que de la salle. Le public,

comme vous l'avez vu, est en éveil et ne laisse rien passer... Il y a quelques années, l'ancien président directeur général de TFI disait que son métier était de vendre du Coca-Cola pour les cerveaux disponibles, les «Rencontres d'Averroès», c'est l'inverse, c'est de rendre les cerveaux disponibles plus éveillés et plus critiques. Ce que je retiens comme leçon, c'est qu'il y a toujours chez les gens ce besoin de connaissance, de curiosité, de rencontres, de pensée critique, d'échanges sur ce qui se passe en Méditerranée et dans le monde autrement qu'à l'université ou dans les médias. Ce désir de traverser la mer et de ne pas s'enfermer.

Il n'est pas coutume que les Rencontres d'Averroès soient consacrées à des thèmes comme celui de cette année sur la préservation du milieu naturel et du développement durable en Méditerranée. Choix surprenant, n'est-ce pas ?

L'expert en géopolitique Jean-Christophe Victor disait fort justement lors du débat sur les risques qui menacent la mer Méditerranée qu'en 2000 nous n'aurions peut-être pas ce débat parce qu'on ne se sentait pas aussi concernés que maintenant par les questions du climat, de la biodiversité, de la protection de l'environnement. On ne se rendait pas compte que la façon dont on pêche, dont on cultive, dont on mange, est un acte culturel et politique important par lequel on peut influencer sur le milieu et qu'il faut se transformer. Les experts sont très affutés mais ce débat a plus que jamais besoin d'être davantage mûri dans des débats et des questionnements citoyens. Moi, il m'a fallu dix-sept ans pour prendre conscience qu'il fallait faire des journées sur cette thématique. Le déclin a été l'échec de la conférence de Copenhague sur le climat. Ce n'était pas possible qu'une aussi grande messe internationale ait pu déboucher sur rien. Alors, on a décidé de regarder de près qu'est-ce que les transformations climatiques veulent-elles dire à l'échelle de la

Méditerranée ; d'expliquer que la fonte des glaces du Groenland augmentent de 5 à 6 mètres le niveau de la mer et que les conséquences par rapport à la littoralisation et à l'installation des villes au bord de la mer au Nord et au Sud de la Méditerranée peuvent être catastrophiques. Qui a véritablement conscience de ça dans le monde des médias, des politiques, des décideurs ? Je me pose la question.

Les débats sont intéressants. Toutefois, disent certains, ils butent sur des contraintes et souffrent d'intellectualisme...

Il me semble que quand on partage de l'utopie à plus de 1000 personnes on n'est pas simplement dans un débat intellectuel ou intellectualiste. On est dans des débats qui ont un sens et qui répondent aux attentes et aux besoins de vie et de beauté et qui sont universels et pas seulement réductibles à quelques spécialistes qui se congratulent entre eux. De plus, on peut parler sur l'intelligence et sortir du blabla sur la Méditerranée, berceau des civilisations, etc. Ce n'est pas ça notre propos et notre action. Ce qui est intéressant, c'est d'être dans une Méditerranée du XXI^e siècle et de réfléchir en dehors des discours incantatoires comment lui donner forme et la mettre hors des dangers qui la guettent en parlant comme Pierre Rabhi de l'agro écologique et de la sobriété heureuse, comme Piero Sardo de l'expérience de Slowfood, en reliant les anciens pour avoir de la mesure dans nos rapports à la terre, à la mer, à l'agriculture, à l'eau. On nous bassine avec la célébration des contraintes et des difficultés mais je crois que c'est une façon de l'ordre établi pour considérer que rien ne peut changer et que rien n'est possible. Le résultat que, au fond, l'état du monde tel qu'il est et tel qu'il devient est insupportable...

Les prochaines éditions des «Rencontres» auront lieu dans d'autres villes du pourtour méditerranéen. C'est important pour vous d'en exporter l'idée ?

Ce n'est pas une exportation mais une pollinisation pour rester dans les références agricoles de la dix-septième édition. Chacun vient faire son miel et construire son propre projet pour penser la Méditerranée des deux rives. Mais il est vrai que ce qui m'importe le plus est que le lieu des «Rencontres» ne soit pas seulement Marseille, qui n'est d'ailleurs pas seulement une ville française mais une ville-monde, en prise avec d'autres villes-ports de la planète, mais d'autres villes comme Cordoue qui les accueillera en février prochain pour la première édition en Espagne, Rabat qui prendra le relais en mai prochain, et Beyrouth qui, si tout va bien, prendra sans doute le relais en automne 2011.

Peut-on espérer une nouvelle édition des «Rencontres» à Alger après celle de 2006 ?

Cela dépend des Algériens. Il y a eu une première tentative en 2006. Elle n'a pas été poursuivie et le flambeau a été repris par la bibliothèque nationale du Royaume du Maroc avec la collaboration de son directeur Driss Khrouz, Driss Ksikès et Michel Péraldi. A Cordoue, on parlera de «Paradigme de Cordoue dans le passé» avec des écrivains comme Juan Goytisolo, Manuel Pimentel, Tariq Ali, José Manuel Fajardo, des universitaires comme Emilio Gonzalez Ferrin... Si l'expérience doit se renouveler à Alger, ça sera avec bonheur et le sens du partage. Mais on ne cherche pas à exporter les «Rencontres d'Averroès». Il faut qu'elles soient portées de l'intérieur.

N. A.